

CHRISTINE BUSSAT ♦ Association Marche Blanche

«Nous voulons l'ouverture d'une enquête administrative»

Dans un communiqué, l'Association Marche Blanche, présidée par Christine Bussat de Saint-Cergue, affirme que la nomination d'un enseignant au lourd passé pédophile à l'école des Prés Ritter à Biemme a fait l'objet d'une pétition appelant au renvoi de l'enseignant, et à la démission de la directrice de la commission scolaire, Irène Truffer, à l'origine de cette décision incompréhensible.

Cette pétition ayant récolté près de 2000 signatures est soutenue par plusieurs parlementaires de tous partis, dont l'ancien conseiller national Pierre Tillmanns. Une délégation composée de ses initiateurs, de représentants d'associations de lutte contre la pédophilie et de Christophe Darbellay, conseiller national, se rendra au siège du

D.I.P. à Berne le 10 novembre pour la remise de cette pétition. L'Association Marche Blanche, par une lettre au conseiller d'Etat Mario Annoni, demande à son département de bien vouloir procéder à l'ouverture d'une enquête administrative.

Comment une Commission scolaire peut-elle retenir le dossier d'une personne ayant abusé de ses élèves parmi six autres dossiers retenus? demande encore l'Association Marche Blanche.

com.

